



N° d'ordre NNT : 2021LYSE2104

## THÈSE de DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Opérée au sein de

L'UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2

**École Doctorale : ED 484**

**Sciences économiques et de gestion**

Discipline : Sciences économiques

Soutenue publiquement le 9 décembre 2021, par :

**Jocelyn MAILLARD**

---

### **European Labor Markets.**

*A Macroeconomic Vision.*

---

Devant le jury composé de :

Eleni ILIOPULOS, Professeure d'université, Université Paris-Saclay, Présidente

François LANGOT, Professeur des universités, Le Mans Université, Rapporteur

Stéphane AURAY, Professeur, ENSAI Rennes, Rapporteur

Thepthida SOPRASEUTH, Professeure des universités, CY Cergy Paris Université, Examinatrice

Aurélien EYQUEM, Professeur des universités, Université Lumière Lyon 2, Directeur de thèse

# Contrat de diffusion

Ce document est diffusé sous le contrat *Creative Commons* « [Paternité – pas de modification](#) » : vous êtes libre de le reproduire, de le distribuer et de le communiquer au public à condition d'en mentionner le nom de l'auteur et de ne pas le modifier, le transformer ni l'adapter.

## Résumé en Français

Plusieurs forces structurelles ont modifié l'économie et plus spécifiquement les marchés du travail au niveau mondial ces dernières décennies. D'abord, le commerce international a fortement augmenté, avec une croissance des échanges de biens finaux et la délocalisation de certaines tâches de production vers des pays à bas coûts. Ensuite, avec les progrès technologiques notamment en informatique, les robots ont remplacé les travailleurs sur un nombre croissant de tâches mais ont aussi amené à la création de nouveaux emplois. Enfin, les crises sont devenues beaucoup plus globales, touchant l'ensemble des pays du monde. C'est notamment le cas de la crise économique et financière qui a débuté en 2007 ou de la crise du COVID-19.

Cette thèse a pour but d'étudier certaines conséquences que ces forces structurelles ont eu pour les pays européens et de possibles solutions pour y faire face. L'Europe a plusieurs spécificités qui en fait une zone d'étude de grand intérêt. Ce continent a fortement changé ces dernières décennies du fait de plusieurs décisions politiques aux larges conséquences économiques. La chute de l'Union Soviétique a mis fin au communisme en Europe de l'Est et a sacré le capitalisme comme système dominant sur l'ensemble du continent. L'Union Européenne a amené la paix sur le continent ainsi qu'une liberté de mouvements des biens et des capitaux dans vingt-sept pays. Finalement, les dix-neuf pays de la zone Euro utilisent maintenant une monnaie unique.

Néanmoins, les pays de la zone Euro sont extrêmement hétérogènes. Les langues et cultures sont différentes d'un pays à l'autre. D'un point de vue économique, ces pays ont également un PIB par habitant, un taux de chômage ou des législations concernant le fonctionnement de l'économie différents. Cependant, ces pays ont décidé de perdre leur souveraineté monétaire pour la laisser aux mains de la Banque Centrale Européenne. Or, il est extrêmement difficile pour une Banque Centrale de mettre en œuvre une politique monétaire qui convienne en même temps à des membres aussi hétérogènes. Par ailleurs, il y a très peu de mobilité des travailleurs et de transferts fiscaux entre les pays de la zone Euro. En conséquence, la zone Euro a eu beaucoup de mal à faire face à la crise économique et financière qui a commencé en 2007. En effet, cette crise a touché de manière asymétrique les différents pays de la zone Euro qui n'ont pu compter

ni sur une politique monétaire personnalisée ni sur une véritable coopération à base de transferts fiscaux. De ce fait, diminuer les différences entre les pays de la zone Euro pourrait améliorer la résilience de la zone aux différents chocs économiques négatifs.

Pour ces raisons, dans un premier chapitre, j'analyse les conséquences en terme de bien-être d'une convergence des législations régissant les marchés du travail dans la zone Euro. Pour se faire, j'utilise un modèle stochastique d'équilibre général à deux pays (un flexible et un rigide) appartenant à une union monétaire. Ces deux pays ont des coûts de licenciements, une structure syndicale et un niveau d'assurance chômage différents. Je fais converger ces différents éléments législatifs entre les deux pays pour analyser les conséquences sur l'emploi, la consommation, le revenu, les salaires et le bien-être.

Je trouve que le pays avec un marché du travail rigide gagne à converger avec le pays flexible dans la plupart des cas étudiés, alors que pour le pays flexible, une telle convergence a souvent des conséquences négatives. Pour les deux pays, les conséquences sont meilleures si la convergence s'effectue vers une législation plus flexible du marché du travail. L'union monétaire gagne en terme de consommation, revenu, emploi et salaire pour la majorité des cas étudiés. Ces résultats sont valides qu'il s'agisse d'une étude statique entre états stationnaires, ou dynamique avec la transition du monde actuel hétérogène vers un monde homogène. Ainsi, une telle convergence peut avoir de larges conséquences positives si elle est mise en place avec soin.

Deuxièmement, les tâches routinières peuvent facilement être effectués par des travailleurs dans d'autres pays ou par des robots. De ce fait, la délocalisation et l'automatisation ont modifié structurellement les marchés du travail en Europe. Elles sont souvent citées comme causes de la polarisation du marché de l'emploi dans les pays développés. Cette polarisation signifie que les emplois routiniers au centre du spectre salarial ont diminué au profit à la fois des emplois manuels non-routiniers moins bien payés et des emplois abstraits nécessitant de plus fortes qualifications et mieux payés.

L'objectif du deuxième chapitre est d'étudier les conséquences de l'automatisation et des délocalisations sur la distribution de l'emploi en Europe de l'Ouest entre 2000 et 2016. Pour cela, j'utilise un modèle d'équilibre général dans lequel les travailleurs routiniers d'Europe de l'Ouest peuvent être remplacés par ceux d'Europe de l'Est ou d'Asie et où des robots sont complémentaires aux travailleurs abstraits mais substitués des travailleurs routiniers. J'utilise ensuite les données

précises de baisse des prix des robots et du coût du commerce international pour comprendre le rôle de ces deux facteurs.

Mon modèle arrive à reproduire précisément l'évolution de la quantité des tâches délocalisées ainsi que de la polarisation du marché du travail en Europe de l'Ouest. Je trouve que l'automatisation est le facteur principal expliquant cette polarisation. C'est notamment le seul facteur contribuant à l'augmentation du nombre de travailleurs abstraits. La délocalisation a un plus faible impact alors que le commerce de biens finaux n'a aucun effet. Finalement, la polarisation du marché du travail implique une augmentation du revenu et de la consommation sur le long terme malgré une légère baisse sur le court terme.

Troisièmement, l'adoption de machines a stimulé le développement économique par le passé. Mais, l'accélération croissante de l'automatisation notamment due au développement de l'intelligence artificielle a poussé plusieurs auteurs à remettre en question la relation positive entre progrès technique et amélioration des conditions de vie. L'idée de taxer les robots pour limiter cette automatisation a donc récemment fait son entrée dans le débat public.

Pour contribuer à ce débat, dans un troisième chapitre, j'étudie les conséquences de taxer ou subventionner les robots dans une petite économie ouverte. J'utilise une version simplifiée du modèle du chapitre précédent appliquée à l'Espagne. Ce pays est particulièrement intéressant car il a connu de fortes automatisation et polarisation du marché du travail ces dernières années.

Je trouve que l'augmentation de l'automatisation améliore le niveau de bien-être et qu'il est donc optimal de subventionner l'investissement dans les robots. Cela vient principalement du fait que l'automatisation augmente la productivité des travailleurs. Cependant, l'effet de la subvention peut être négatif sur le court terme puisque cela accélère la baisse du nombre de travailleurs routiniers. Enfin, les gains sont faibles comme le poids des revenus provenant des robots reste bien plus faible que l'ensemble des salaires perçus par les travailleurs.